

CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE
POUR LE FONCTIONNEMENT DU LIEU D'ACCUEIL ENFANTS/PARENTS (LAEP)

Entre

D'une part,

La Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE, élisant domicile 9 rue du Maréchal d'Ornano, à Soulac sur Mer (33780), représentée par Monsieur Xavier PINTAT, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération en date du décembre 2021.

Ci-après désignée la Communauté de Communes

Et,

L'Association APPEM « Association Pour la Parentalité et l'Enfance en Médoc », sise 58, cours Victor Hugo à Lesparre-Médoc (33340) représentée par Madame Florence NDJE, Présidente en exercice,

Ci-après désignée l'Association

D'autre part

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Dans le cadre de sa compétence « action sociale d'intérêt communautaire », le conseil communautaire a souhaité offrir aux familles du territoire un nouveau service lié à l'enfance et à la parentalité, dénommé « Lieux d'Accueil Enfants/Parents (LAEP) ». Ces derniers sont des espaces particulièrement pertinents pour favoriser la qualité du lien d'attachement entre les parents et les enfants et permettre à l'enfant de se construire dans de bonnes conditions. Ils participent à cet objectif en développant une approche particulière de l'accompagnement précoce de la fonction parentale, basée sur l'écoute et l'échange autour du lien familial et social.

Pour assurer le fonctionnement de ce service et l'animer en divers points du territoire, la communauté de communes peut s'appuyer sur l'expertise de ses propres services mais également des structures existantes, de sorte à fédérer les acteurs de l'enfance autour de ce projet dans le cadre d'une démarche pluridisciplinaire.

Dans ces conditions, la Communauté de Communes a souhaité se rapprocher de l'APPEM (Association Pour la Parentalité et l'Enfance en Médoc) pour bénéficier de son expérience sur ces questions puisque l'association intervient de longue date sur le territoire et qu'elle dispose de personnel qualifié pour les animer.

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIIT

Article 1 : Objet de la convention

Dans le cadre du fonctionnement du LAEP, l'Association s'engage à mettre à disposition une ou plusieurs accueillantes de l'APPEM selon l'organisation prévue à l'article 2, placé sous la direction du responsable du LAEP qui assure l'organisation des temps d'accueil du service LAEP. Ce personnel aura également vocation à assister et participer à des réunions de pratiques professionnelles et de formations. Il est placé sous l'autorité du responsable du service du LAEP durant les temps d'accueil et de réunions.

Article 2 – Organisation du travail

Il est prévu à minima l'intervention sur 2 sites selon le planning suivant :

- Mardi matin à Grayan : temps d'accueil de 9h à 12h – temps de déplacement et de préparation (30 min avant et 1 h après)
- Jeudi matin à St Vivien : temps d'accueil de 9h à 12h – temps de déplacement et de préparation (30 min avant et 1 h après)

Article 3 : Dispositions financières – Budget prévisionnel

La Communauté de Communes verse à l'association d'une rémunération calculée sur la base d'un tarif horaire de 18,22 €, étant précisé que l'association n'est pas soumise à la TVA. A cela s'ajoute les frais de déplacement, évalués sur la base du barème fiscal des indemnités kilométriques dont le montant est déterminé, selon la puissance fiscale du véhicule, par arrêté du 15 février 2021 fixant le barème forfaitaire permettant l'évaluation des frais de déplacement relatifs à l'utilisation d'un véhicule par les bénéficiaires de traitements et salaires optant pour le régime des frais réels déductibles.

Le budget prévisionnel de l'année 2022 a été établi sur la base de 451 heures d'intervention des animatrices sur 2 lieux d'accueil, soit un total de 8 217,22 € majoré de 4 500 € de frais de déplacement.

Article 4 : Evaluation annuelle du dispositif conventionnel

Une évaluation contradictoire du présent dispositif conventionnel interviendra au plus tard le 1^{er} octobre 2022 et sera transmise à la commission « enfance/Jeunesse » de la Communauté de Communes, qui devra émettre un avis sur la poursuite du partenariat avec l'Association et de la prestation, objet des présentes. En cas de reconduction de la convention conformément à l'article 4, cette évaluation devra intervenir chaque année avant le 1^{er} octobre de l'année en cours.

Article 5 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} février 2022, avec faculté annuelle de reconduction expresse, pour une année supplémentaire, dans la limite de trois années. La décision de reconduction sera notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard 3 mois avant la date d'échéance de la convention, et après l'évaluation du dispositif par la commission « Enfance et Jeunesse » en application de l'article 3.

Article 6 : Assurances

L'association fera son affaire de l'assurance professionnelle de ses agents et justifiera de la conclusion d'une police d'assurance « responsabilité civile », pour ces activités d'accueil enfants/parents.

Article 7 : Contentieux

En cas contentieux et après constat de l'échec de toute voie amiable, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Soulac sur Mer, le

Pour l'Association,
La Présidente,
Florence NDJE

Pour la Communauté de Communes
Le Président
Xavier PINTAT

